

Rencontre-débat du Comité 21

Mme Bettina LAVILLE,

Conseiller d'État

"La Machine ronde"

Mardi 16 avril 2002

Introduction (François Gourdon, Président du Comité 21)

Je suis tout particulièrement heureux d'accueillir Bettina LAVILLE qui est l'une des fondatrices du Comité 21 avec Huguette BOUCHARDEAU et Simone VEIL. Je voudrais également remercier de leur présence de nombreux acteurs du développement durable. Je cite notamment Christian BALMES, P.-D. G. de Shell France, qui a "planché" ici il y a quinze jours. Il s'agissait d'un exposé très intéressant sur l'avenir ou la difficulté de l'avenir de l'énergie. Je vous remercie tous de votre présence.

Je voudrais, Bettina, comme tu es l'une des fondatrices et que tu connais parfaitement le Comité 21, confirmer que la mission donnée au Comité 21 il y a sept ans maintenant –cela passe fort vite- est bien respectée. Je pense que le Comité 21 est devenu une plate-forme des acteurs du développement durable et ce, en profondeur, c'est-à-dire le développement durable dans toutes ses composantes. Nous avons maintenant un panel d'associations, d'entreprises et de collectivités qui se coordonnent, avec des programmes qui avancent bien. C'est ce que je dis toujours. La richesse du Comité est d'avoir en permanence cette pluralité d'acteurs.

Je vous rappellerai quelques actualités, sans entrer dans les programmes.

Je souhaiterais dire malgré tout que Bettina avait initié un programme, qui maintenant est HQE, avec Vilette Amazone. C'est six ou sept ans plus tard que l'on se rend compte de l'avancée de cette exposition écologie. Elle était très en avance au niveau conception, au niveau incitation à tous les partenaires –je pense aux entrepreneurs, aux architectes- pour prendre en compte la "haute qualité environnementale". Son avance était considérable en ce temps-là et moi-même, qui étais alors trésorier du Comité 21, je ne me rendais pas compte de cette avancée du développement durable, de sa conception réelle en profondeur.

Nous avons également interrogé les candidats aux présidentielles sur le développement durable. Cette consultation a été menée à la fois sous forme de questionnaire et de vidéo. Le 11 avril, nous avons organisé une conférence de presse au CAPE, à la Maison de la Radio, afin de donner le résultat de ces consultations devant un panel de journalistes.

Nous pouvons vous envoyer, si vous le souhaitez, les réponses de presque tous les candidats. En effet, deux d'entre eux se sont présentés très tard et n'ont pas pu avoir le questionnaire. Vous le trouverez également sur le site Internet du Comité 21. C'est extrêmement intéressant.

Tous les candidats disent bien évidemment qu'il faut respecter Kyoto avec les 0,7 %, etc. Tous disent qu'il faut bien entendu absolument intégrer le développement durable. Cependant, chaque fois que l'on va un peu plus loin dans le développement durable, ils disent qu'il faut faire attention aux ressources naturelles, sauvegarder la planète, etc., et très peu vont vers le social ou la solidarité. Un seul va très loin sur l'aspect solidarité/social en y associant également l'aspect culturel. Et s'il y avait une "quatrième jambe" au développement durable qui serait justement le respect de la culture des peuples et de la religion de tous, peut-être irions-nous encore plus loin.

Je vous conseille de consulter ces réponses. Y sont traitées les questions des déchets, de la solidarité, de la responsabilité, de la lutte contre l'exclusion. Cela a été fait en association avec WWF et Science et Environnement.

Parmi les actualités, je vous informe de la prochaine sortie du premier *"Atlas mondial du développement durable"* avec les éditions Autrement, qui est actuellement en fin de relecture. Il s'agit d'une édition trilingue français-anglais-espagnol. Il sera distribué à Johannesburg.

Puisque nous parlons de Johannesburg, je vous informe que nous organisons une délégation d'adhérents. Nous avons déjà une trentaine de candidats qui souhaitent venir dans cette délégation. Nous organiserons des conférences de presse, des réunions.

Nous distribuerons également un CD, édition bilingue français-anglais, que nous sommes en train de préparer sur les bonnes pratiques ou les exemples innovants du développement durable en France.

Toujours dans le même ordre d'idée, nous rencontrons cette semaine le maire de Durban afin d'organiser une coopération française autour de la mise en place de l'Agenda 21 local de Durban.

Il s'agissait des quelques informations les plus importantes.

Le Comité 21 –tu le sais bien- est particulièrement actif. Nous essayons, tout en restant ciblés, d'être présents dans beaucoup de créneaux différents.

Je voudrais souligner que, si nous y arrivons, c'est grâce à l'appui bien sûr des adhérents, mais également des ministères. Je pense à l'ADEME, au ministère de l'Environnement, à la Coopération, à Gilles PENNEQUIN qui est ici. Nous bénéficions d'un appui que nous souhaiterions encore plus important de la part des ministères au niveau pluriannuel de façon à pouvoir engager les gens sur une durée suffisamment longue et non de façon ponctuelle, mais aussi de l'appui de nos adhérents et des grandes entreprises qui nous aident considérablement sur des programmes.

Exposé de Mme Bettina LAVILLE

Tout le monde connaît la vigueur du Comité 21. Personne ne doit oublier que grâce Serge ANTOINE qui en a été le premier Président, il s'agit de l'organisme qui a promu le développement durable le premier et qui, en plus, a une histoire avant même Rio, puisqu'il était issu de trois associations ou fondations qui faisaient un peu du développement durable sans le savoir dix ans avant. Je fais partie de ceux qui pensent que la nature et la culture doivent se concilier et se décliner ensemble. Donc, dans de tels organismes, l'histoire est importante.

Merci de l'invitation du Comité 21 et merci à toi, François.

Je vais mener un exercice un peu difficile. Je suis très habituée à parler de ce que veulent faire les autres puisque c'est mon travail depuis à peu près vingt ans. Mais, maintenant, il faut que je parle de ce que je pense. Abandonner le devoir de réserve est tout de même un traumatisme extrêmement important que j'essayerai de surmonter !

Ma deuxième difficulté est que le livre que j'ai écrit sort aujourd'hui ; vous ne l'avez donc pas lu et vous allez être extrêmement embarrassés pour poser des questions. Je vais par conséquent forcément être obligée de vous dire un peu ce qu'il y a dedans, ce qui me renvoie à la première difficulté.

Enfin, troisième observation, nous sommes à quatre jours du premier tour des élections présidentielles et il y en a au moins dix d'entre vous qui m'attendent au "coin du bois" pour savoir ce que je vais dire à ce sujet. Donc, je retrouve le premier problème, c'est-à-dire le devoir de réserve, étant donné que le Comité 21 –cela a été la volonté de ses fondateurs, dont la mienne- est un organisme qui ne prend pas parti. Je vais malgré tout leur dire un mot afin de jeter un sort définitif à ce problème.

S'agissant du candidat que j'ai accompagné pendant cette campagne, avec d'autres, je suis sûre que vous vous posez d'énormes questions et que vous ne devinez absolument pas de qui il s'agit. Donc, je rends hommage à votre discrétion et à votre intuition.

Néanmoins, je dirai quelques mots des élections présidentielles, mais je le ferai dans un cadre plus large et dans un cadre de tolérance sur l'avenir de l'environnement par rapport à ceux qui sont chargés, au plus haut niveau, de le protéger. Je n'ai pas écrit ce livre pour être partisan, mais pour m'engager encore un peu plus. Le fait d'être partisan et l'engagement sont deux choses très différentes.

Pourquoi l'ai-je appelé "*La Machine ronde*" ? Il s'agit d'un vers de La Fontaine -pas très gai- qui s'énonce de la façon suivante : "*Quel plaisir a-t-il eu ["il", c'est le "pauvre bûcheron"] depuis qu'il est au monde ? En est-il un plus pauvre en la machine ronde ?*"

Ce vers m'a frappée parce qu'aujourd'hui je pense profondément que les rapports entre la science et l'environnement sont peut-être l'articulation la plus importante en ce qui concerne la protection de l'environnement, au moins aussi importante que celle, aujourd'hui reconnue -j'en reparlerai-, entre l'environnement et ce que l'on appelle le social.

Ce concept de « machine » qui a éclairé l'histoire et, en particulier, le XVIII^e et le XIX^e siècle avec des acceptions extrêmement différentes, est aujourd'hui, au XXI^e siècle, particulièrement décisif puisque nous avons à la fois la chance et le vertige d'expliquer ou d'avoir la perspective d'une explication des phénomènes environnementaux par la science et non plus par Dieu, par le hasard, par le « fatum », d'autres choses ou d'autres personnages encore.

Je ne sais pas pourquoi il y a une floraison de livres sur l'environnement. J'ai reçu un cadeau et je vais en faire la publicité. Il s'agit d'un ouvrage de M. Bruno REBELLE "*La terre n'est pas à vendre*", concept que nous pouvons partager. Par ailleurs, M. Martin HIRSCH vient de publier "*Ces peurs qui nous gouvernent*". Nous voyons bien que, là aussi, le concept de peur -il s'agit en effet d'un concept maintenant-, celui du principe de précaution par rapport à l'équilibre que l'on doit faire entre la science et la peur, en tout cas l'angoisse d'aller trop loin dans la science, est ce qui va dominer, la première partie du XXI^e siècle.

Je pense que la prospective aujourd'hui est trop difficile à faire à échéance du siècle. Je me bornerai donc modestement -je trouve cela déjà énorme- à la première partie du XXI^e siècle.

Dans ce livre, j'ai voulu faire trois choses :

- La première est de revenir sur l'ensemble des ministres de l'Environnement, du métier de ministre de l'Environnement et du ministère de l'Environnement en France.

- La seconde est de cibler un certain nombre de problèmes qui m'ont paru les plus importants. J'en ai mis certains entre parenthèses mais j'ai choisi ceux qui faisaient dialogue entre les politiques nationales et les politiques internationales.

- La troisième est de parler de développement durable. J'ai lu, depuis quelques années, un certain nombre de choses concernant le développement durable qui m'ont passionnée -parce que le concept "monte", comme on dit- et qui m'ont fortement irritée aussi. J'ai voulu -c'est peut-être le sens que je voudrais donner à ce livre- dire : "*Attention, le développement durable n'est peut-être pas exactement là où on le met aujourd'hui.*"

Sur l'ensemble de la conception de l'environnement et des ministres, vous allez me permettre un tout petit mot personnel. Le hasard complet de la vie a fait que j'ai connu personnellement -cela fait un peu "souvenirs, souvenirs" mais tant pis !- tous les ministres de l'Environnement depuis 1981, ceux de gauche comme ceux de droite, à une exception près. Cela étant, je l'ai tout de même croisé au festival que j'ai créé et dont certains ont été quasi cofondateurs.

Quand on est conseiller du Premier ministre, on sert toujours un peu le ministre de l'Environnement, même si celui-ci a fortement l'impression qu'on ne le sert pas du tout. C'est l'une des grandes difficultés du poste ! Au départ, le ministre de l'Environnement vous trouve sympathique et vous demande, chaque fois : "*Tu ne penses pas que le Premier ministre pourrai t... Merci beaucoup, etc.*" Mais, au cours des années, peu à peu, votre personnage se fige et se raidit dans une sorte de statue du Commandeur et il vous trouve de moins en moins sympathique ... C'est une loi. Cela n'a rien à voir avec vous, ni avec "elles". Je dis "elles" car, en l'occurrence, les deux fois où j'ai été auprès du Premier ministre, il s'agissait de femmes. Ce serait la même chose avec "lui". N'y voyez aucun sexisme, surtout de ma part. C'est tout à fait naturel.

Et, de l'autre côté, le Premier ministre, lorsqu'il se trouve en pleine crise de grèves, crise sociale, etc., vous regarde et se dit : "*Celle-ci, elle vient m'embêter avec ses OGM...*" Ce n'est pas qu'il ne s'y intéresse pas. Je parle évidemment du dernier, car le défunt Pierre Bérégovoy n'était pas encore pris d'assaut par ce type de problèmes ; à l'époque, c'était le nucléaire ou les barrages.

Alors pourquoi -je pose la question- les Premiers ministres, les Présidents ne s'intéressent-ils pas à l'environnement ? Si, cela les passionne. Mais toutes les décisions de l'environnement, en tout cas la plupart, sont ou bien des décisions d'extrême urgence, ou bien des décisions de très long terme.

Il y a deux choses que nous avons beaucoup de mal à traiter dans l'État : il s'agit de l'extrême urgence et du long terme.

1. L'extrême urgence, pourquoi ? Parce que l'État –nous l'avons vu pour *l'Erika*, pour les inondations, pour AZF, pour bien d'autres catastrophes et nous le verrons, malheureusement, pour d'autres problèmes- a beaucoup de mal à gérer un accident, ou une catastrophe, qui n'est pas prévu dans ses plans d'urgence. Nous avons cette contradiction extraordinaire car l'urgence, la catastrophe est, par définition, quelque chose de soudain. C'est un pléonasme. Bien entendu, il existe toutes sortes de plans, en particulier établis par la Protection civile en France -qui est l'administration française la plus imitée à l'étranger, ce que l'on ne sait pas toujours-, des plans de vigilance, des "vigi-tiret-quelque chose", etc. Nous avons un arsenal pour faire face. Néanmoins, l'expérience prouve que, lorsque la catastrophe arrive, nous avons énormément de mal.

Je raconte, dans le livre, une anecdote concernant *l'Erika*. Lorsque le naufrage a eu lieu, en décembre 1999, nous avons évidemment suivi l'ensemble de la "coulée" –si j'ose dire- de pollution. Nous étions deux, l'amiral, représentant militaire du Premier ministre, et moi-même, à réunir tous les jours, avec les représentants des ministères, l'ensemble des personnes compétentes sur ce sujet et, chaque jour, nous leur demandions où la marée noire semblait se diriger.

Il y avait les spécialistes les plus éminents de la Météo. Je ne sais pas si la Météorologie nationale est membre du Comité 21, je ne voudrais absolument pas qu'ils quittent la salle, mais je me lance tout de même... En outre, la Météo, en France, est un organisme absolument remarquable. Il y avait l'ensemble de la Marine nationale. Bref, tout ce qui compte. Nous savions, en effet, qu'il ne s'agissait pas d'une petite affaire.

Or, on m'a soutenu, on a soutenu à mon collègue amiral, beaucoup plus compétent en matière maritime que moi, que la marée allait aller à La Rochelle. Point barre. Les représentants des administrations maritimes regardaient en se demandant : "*Cette pauvre fille, on se demande ce qu'elle fait là puisque, manifestement, elle ne connaît rien à la mer.*" Et, comme vous l'avez vu, ce n'est pas arrivé à La Rochelle.

Cela veut-il dire que ces gens étaient incompetents ? Non. Il s'agissait de tout ce que compte dans la Météo, la Marine, de plus compétent sur ce type de questions. Cela veut-il dire qu'ils essayaient d'orienter l'État, le cabinet du Premier ministre et par conséquent le Premier ministre lui-même, dans une direction dont ils n'étaient pas sûrs ? La réponse est évidemment "non". Ils étaient de parfaite bonne foi. La preuve d'ailleurs en est que l'on a mobilisé l'ensemble des forces en Charente-Maritime pour "accueillir" la marée noire. Cela signifie tout simplement que, comme dans beaucoup d'autres accidents, vous avez un système de prévision qui ne se remet pas en cause, c'est-à-dire qui ne calcule pas, ne veut pas intégrer ce qui est imprévisible.

Je reviens à la catastrophe d'AZF. Lorsqu'on a lu l'ensemble des dépêches sur cet accident, l'un des dirigeants de Total a eu cette parole que je trouve très intéressante et très forte : "*Cet accident était absolument impensable.*"

Tant en risques industriels qu'en risques naturels, la culture de l'impensable n'est pas du tout la culture de l'État. Nous sommes un pays rationaliste, un pays dont l'administration et toute la structure étatique sont faites de prévisions et d'un certain nombre de certitudes, au sens noble du terme d'ailleurs, qui font que, normalement, un problème, quand il est posé, doit être résolu.

Or, nous sommes dans ce siècle devant un certain nombre de phénomènes naturels et peut-être de risques industriels qui n'ont pas été envisagés. Tout d'abord, ils ne l'ont pas été parce que, de

mémoire humaine –je parle des risques naturels-, ils ne se sont jamais produits. Je parle en particulier du rythme de ces catastrophes. Lorsque les uns ou les autres –et à peu près la moitié de salle est dans le même cas que moi-, nous avons commencé à faire de l'environnement, suivant les âges, il y a dix ans, vingt ans ou trente ans, nous ne pensions pas assister aux phénomènes naturels que nous constatons actuellement. En tout cas, je peux en témoigner. J'essaye de le dire assez fortement parce que cela me frappe énormément.

Il y a vingt ans, lorsque je me suis engagée au niveau du Festival et que je commençais à inviter d'éminents spécialistes, aujourd'hui directeurs du CNRS comme Gérard MÉGIE, et qu'ils nous décrivaient les conséquences que pouvait avoir le réchauffement de la Terre, je ne pensais pas voir personnellement, de mon vivant, un iceberg se diviser en deux pour cause de réchauffement.

Il y a, dans l'environnement, une accélération du temps extrêmement forte en ce moment. Nous savons tous que les effets environnementaux sont exponentiels au niveau du temps. Nous allons donc assister de façon de plus en plus prégnante, aux conséquences du réchauffement, de la sécheresse et, par conséquent, des inondations, aux changements climatiques qui vont intervenir tant au Nord qu'au Sud, et tous, mesdames et messieurs, de notre vivant. C'est quelque chose que nous n'avions pas vraiment prévu.

2. Le long terme. Par ailleurs, nous sommes –nous y reviendrons avec le développement durable- dans une culture de long terme. C'est la seconde difficulté que je dénonçais à propos de l'État qui a toujours énormément de mal à prévoir à très long terme. Pourquoi ?

Le temps de la démocratie n'est pas celui du long terme. D'ailleurs, aujourd'hui, si nous voulons faire une comparaison entre politique et environnement, vous voyez bien que l'on a tendance à raccourcir le temps démocratique. Prenez, par exemple, le quinquennat qui a finalement fait consensus politique. Tout le monde est ravi que cela se passe en cinq ans plutôt qu'en sept. Mais, comme dit l'autre, cinq ans, c'est plus court que sept ans !

Donc, à cause de l'urgence des problèmes, et de la rapidité avec laquelle ils évoluent, chaque fois que nous avons, dans la sphère publique ou politique, une décision à prendre, nous avons tendance à raccourcir le temps parce que la manière dont les décisions doivent être prises change un an, deux ans ou trois ans après.

En revanche, le discours sur les générations futures est devenu, en matière environnementale, quasi dominant. Nous exhortons les générations futures dans la droite ligne de la perspective de Rio. Mais lorsque nous parlons des générations futures, on ne sait jamais s'il s'agit de celles qui sont à vingt ans, c'est-à-dire vos enfants et les miens, ou de celles qui sont à un siècle...

On parle beaucoup du siècle pour les phénomènes qui concernent l'eau "*La guerre de l'eau aura lieu dans vingt, trente ou quarante ans*" -je pense qu'elle aura lieu dans les cinq ou six années à venir, mais c'est autre chose- ou bien pour les phénomènes nucléaires. L'échelle nucléaire est à un siècle ou à 100 000 ans. Compte tenu de la difficulté de faire une politique à hauteur de 100 000 ans, on prend plutôt l'échelle du siècle, tous les scientifiques s'accordant finalement à dire que c'est le temps qu'il nous faudra pour "trouver", des solutions pour les déchets nucléaires. Pour ceux qui sont optimistes, c'est à une échelle de trente ou quarante ans et, pour ceux qui sont réalistes, à une échelle de cent ans. Peu la placent plus loin. Il y a donc un espoir. Je parle évidemment des déchets radioactifs à vie longue.

La sphère étatique est désarçonnée devant les problèmes environnementaux –je fais une minute de politique- que ce soit à droite, à gauche, chez les Verts, chez les non-Verts, chez ceux qui disent la même chose que les Verts et ne veulent surtout pas dire qu'ils sont Verts et chez ceux qui, comme certains, comme le "troisième homme", se mettent à faire de l'environnement, en prévoyant un ministère de la Condition animale. (*Rires.*)

Qu'est-ce que cela veut dire ? Je travaille au Conseil d'État maintenant. Lorsque je regarde la grande salle du Conseil d'État où la plupart des fonctionnaires sont passés un jour défendre un décret ou une loi, je regarde le fronton de la salle et je vois les grandes matières nobles de l'État, c'est-à-dire la Défense, la Justice, les Beaux-Arts, les Travaux Publics (et pas l'Équipement parce que le mot n'est

pas joli). Beaucoup sont en train de m'échapper ... Ce sont les masses de granit napoléoniennes issues du Conseil du roi du XVII^e siècle.

Bien entendu, tout ce qui est « Environnement » est absent. Vous savez d'ailleurs que l'environnement est traité au Conseil d'État par la section des Travaux publics. Cela honore le préfet ROUANET, ici présent aujourd'hui, qui conseille de façon éclairée le président de la Fédération des travaux publics. Mais, si vous demandez à n'importe quelle personne engagée dans l'environnement si cela lui fait plaisir que ces sujets environnementaux soient traités dans la section des Travaux publics, elle a un malaise grave ! C'est cependant dans cette section qu'ils le sont, et les mots veulent toujours dire quelque chose ... Néanmoins, le Conseil d'État a fait avancer l'Environnement de manière assez remarquable, en particulier dans sa jurisprudence. Voilà pour les corps de contrôle.

Au niveau des ministères, vous voyez bien aujourd'hui, par rapport aux présidentielles, que nous sommes dans un extraordinaire flou sur le destin du ministère de l'Environnement. Regardez les propositions de l'ensemble des candidats. Certains parlent d'un grand ministère du Développement durable. Évidemment, personne ne dit ce que l'on veut y mettre. En effet, le jour où, pour faire un grand ministère du Développement durable, on dira au ministère de l'Industrie qu'on lui prend, au hasard, le SERURE, c'est-à-dire le service des énergies renouvelables, au ministère de l'Équipement qu'on lui prend, au hasard, tout ce qui est construction, et au ministère de l'Agriculture qu'on lui prend la Direction de la forêt (celui-ci commence à s'y habituer, à mon avis), vous aurez la révolution.

J'ai assisté, dans ma vie, à quatre ou cinq confections de décrets de ministères de l'Environnement ; cela monte au président de la République. Toujours. Cela monte beaucoup plus haut que le Premier ministre. Ce sont des arbitrages sanglants qui, en principe, se terminent à dix heures moins cinq dans le bureau du président de la République. Pourquoi cette rage ? Tout simplement, parce qu'au niveau de l'État, lorsque le ministère de l'Environnement s'agrandit, on a un autre regard sur le gouvernement, au sens de gouverner, un regard qui doit mêler le court terme et le long terme. Cela signifie également que l'on sera obligé de privilégier le long terme, donc de sacrifier un certain nombre d'intérêts immédiats et que les décisions issues de cette structure nouvelle gouvernementale seront forcément un peu impopulaires.

Ce qui est extrêmement frappant, et je parlerai du citoyen à la fin, c'est que l'on dit toujours que le citoyen demande « plus » d'environnement, mais il ne faut pas non plus, dans cette société, mythifier le citoyen. Il ne faut pas accuser les politiques de ne pas prendre les bonnes décisions et mythifier le citoyen pour faire en sorte qu'il rêve à d'excellentes décisions. Peut-être en rêve-t-il, mais il ne les veut pas et, lorsqu'elles sont prises, il les sanctionne. Je n'ai pas senti d'enthousiasme à toutes les décisions qui ont augmenté le prix de l'essence, à celles qui ont régulé le flux des voitures. Je n'ai jamais senti d'enthousiasme à des décisions qui ont diminué, sur le marché, un certain nombre de produits, même si les fédérations de consommateurs veulent faire évoluer ce problème, etc. Vous avez là un certain nombre de contradictions très importantes.

Pour finir mon propos sur l'État et sur la configuration du ministère de l'Environnement pour les présidentielles, vous avez évidemment un débat central :

– Premièrement, doit-on privilégier la nature au sein du ministère de l'Environnement ? Il s'agit vraiment d'un débat fondamental. Pourquoi ? Il est tout de même étrange de se demander –certains le font- s'il ne faut pas retirer la nature du ministère de l'Environnement... C'était une mode il y a un an ; tout le monde ne parlait que de cela ; on disait que l'on allait faire une Agence de la nature, que la nature serait retirée du ministère de l'Environnement ! C'est une étrangeté ... : explication : *le dossier de la chasse ...* C'était en effet uniquement cela qui motivait ce retrait de la nature. Comment peut-on parler d'environnement sans parler de nature ? Comment peut-on parler de protection de l'environnement sans parler de protection des éléments naturels ? N'importe quelle politique d'environnement, même la politique sur les risques industriels, est faite d'éléments naturels. C'est, en effet, à partir de l'appropriation d'un certain nombre d'éléments naturels -même la chimie- que l'on fabrique des objets, de l'industrie, de l'environnement, de la protection de l'environnement.

J'observe d'ailleurs que tous les candidats, sans doute en réfléchissant, ont peu à peu renoncé à cela ; même ceux que j'aime bien, donc cela me rassure.

– Deuxièmement, faut-il un ministère de l'Environnement ou un ministère du Développement durable ? C'est un problème tout à fait important. Je suis plutôt personnellement favorable à un ministère du Développement durable, même si un candidat que j'aime bien propose un ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, ce qui prouve au moins qu'il a entendu mes propos sur la nature.

À propos du développement durable, cela dépend évidemment de ce que l'on y met. J'y reviendrai à la fin de l'exposé.

Voilà en ce qui concerne l'État.

Pour l'anecdote, j'ai fait un peu dans ce livre une description des différentes politiques des ministres. Le hasard de la vie, encore une fois, a fait que je suis une amie de jeunesse de Michel BARNIER et une "copine de militantisme" de Corinne LEPAGE (je parle du militantisme environnemental au cas où vous ne l'auriez pas compris !) Le hasard fait que tout ce monde est pratiquement de la même année, s'est connu très jeune et a fait par mal d'environnement ensemble.

Par ailleurs, mes engagements personnels ou mon métier ont fait que j'ai bien connu l'ensemble des ministres, y compris le regretté Michel CRÉPEAU qui est la première personne qui m'a fait faire de l'environnement en direct à La Rochelle puisque j'ai commencé en inaugurant les Vélos de La Rochelle. Je vous parle d'un temps que certains ne peuvent pas connaître, mais quand même ...

Deux choses m'ont frappée en relisant l'ensemble de ces politiques :

– Tous ces gens, sauf peut-être un -mais je n'ai pas envie de prononcer son nom-, étaient vraiment d'une immense bonne volonté et d'une parfaite bonne foi. Ils se sont passionnés pour leur métier, tous, à gauche comme à droite, et ils ont tous été isolés au sein du gouvernement. Il faut le savoir. Brice LALONDE disait toujours que, quelle que soit la couleur politique du ministre, il respectait le ministre de l'Environnement car celui-ci se battait contre les autres. Je crois qu'il avait profondément raison. En effet, à un moment donné, dans les arbitrages, le ministre de l'Environnement à cause, encore une fois, du problème court terme/long terme, etc ..., se sent seul. C'est la première chose.

– Puis, toutes les politiques de l'ensemble de ces ministres ont été extraordinairement cohérentes. Je sais que je vais décevoir un peu la presse qui attendait peut-être dans mon livre quelques règlements de comptes. Chaque fois qu'un ministre de l'Environnement est arrivé, il a su, assez intelligemment, occuper la place que lui "permettait", entre guillemets, le Premier ministre ou le président de la République.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie que les Premiers ministres ou les présidents de la République ne leur ont pas permis la même chose. Je pense en conséquence profondément que la grande responsabilité environnementale aujourd'hui, et en particulier en matière de négociations internationales, vient du plus haut niveau de l'État. L'espace politique du ministère de l'Environnement est totalement proportionnel à la capacité d'engagement du Premier ministre ou du Président de la République dans les politiques environnementales et dans la prise de risques en matière d'arbitrages envers un certain nombre de lobbies, le lobby le plus important étant, à mon sens, le plus noble, c'est-à-dire l'opinion publique et la démocratie.

Le lobby industriel a été en France et dans la plupart des pays occidentaux, sauf aux États-Unis, bien "surmonté". Nous avons fait avec les industriels une politique tout à fait intelligente et de plus en plus approfondie. Le lobby agricole ne l'a pas été, tant s'en faut, c'est clair. Le lobby des tendances poujadistes qui existe dans toute opinion publique évolue beaucoup aujourd'hui, mais il n'a pas encore été surmonté.

Je crois que, là, l'éducation du public sur les problèmes environnementaux est encore complètement à faire et la presse a un rôle énorme à jouer. Elle a beaucoup évolué ces dernières années. Nous nous souvenons tous du temps, qui n'est pas si lointain et que je daterais des années 85-86, où il fallait se battre pour dire quelque chose en matière environnementale dans un journal, même s'il y a de grands pionniers qui sont, d'ailleurs, dans la salle aujourd'hui. Je les en remercie.

La situation a changé mais, malgré tout, les colonnes de la presse ont tendance à être occupées par les catastrophes ou par les grands événements médiatiques environnementaux, qui ne sont pas forcément les événements les plus importants en matière environnementale où, là, il s'agit de long terme et pas d'une actualité toujours brûlante même si elle est très forte. Je pense qu'il y a également une éducation de la presse à faire.

Sur les sujets les plus importants, j'ai fait quelques chapitres dont je ne veux pas rendre compte ici parce que le débat peut être plus intéressant et, en particulier, celui en matière de développement durable.

J'ai développé, dans un chapitre que j'ai appelé "*La peau de l'ours*", tous les problèmes de la nature.

Dans un autre chapitre intitulé "*La glissière à tacons*" (il s'agit de l'ascenseur pour les petits saumons afin de remonter les rivières), j'ai expliqué comment l'aménagement et la réparation de la nature étaient le sujet qui me paraissait le plus important pour le XXI^e siècle. Je crois, en effet, que nous allons mettre ce siècle entier à réparer les deux autres. Il faut le dire de façon forte. D'ailleurs, c'est un état de fait, ce n'est pas un état qui mérite nostalgie ou incantations, d'ailleurs, c'est une chance pour les industries. En effet, l'industrie de la réparation est une industrie tout à fait importante.

J'ai appelé le chapitre nucléaire "*Le suicide du maire du Chatain*". Je vais en dire un mot. En 1994, le gouvernement voulait implanter un laboratoire d'enfouissement pour les déchets radioactifs à vie longue. Sous l'égide de Christian BATAILLE, une enquête a été faite et René MONORY, le président du Conseil général de la Vienne, s'est porté candidat. Toute la presse a désigné Chatain, petit village de la Vienne, comme lieu où seraient enfouis ces déchets. Dans un village minuscule est née une bataille nucléaire épouvantable où l'on a jeté à la figure de tout le monde qui le long terme et qui l'intérêt local.

Le long terme, car, évidemment, lorsque vous êtes maire d'une petite commune et que l'on vient vous dire que vous sacrifiez, parce que vous avez accepté la parole du grand homme qui était M. MONORY, 100 000 ans de vie humaine sur votre territoire, que l'on vous dit cela tous les jours de la manière la plus violente, c'est un traumatisme. D'un autre côté, d'autres viennent vous dire qu'en n'acceptant pas ce laboratoire, vous détruisez à tout jamais l'avenir économique de votre commune qui avait là une chance tout à fait extraordinaire de développement. Ce monsieur a fini par se suicider. Je respecte trop la mémoire des gens, d'une part, et cette affaire a été beaucoup trop dramatique pour y voir, bien entendu, une corrélation directe. Le suicide est dans la vie quelque chose de trop intime et de trop complexe pour qu'on en donne une seule explication. En revanche, ce que je tire de ce chapitre, c'est que les mécanismes de la démocratie, en France et dans le monde, ne sont absolument pas adaptés à ce type de décision. Je l'ai vécu encore il y a deux ans sur le même sujet, c'est-à-dire l'emplacement des laboratoires.

Ou bien vous faites une consultation générale, vous sélectionnez des sites, vous voyez où il y a du granit et vous nommez trois hauts fonctionnaires, trois politiques, trois ingénieurs, peu importe ; ils prennent leur besace et ils vont se promener en disant : "*Bonjour, la roche qui est sous votre commune ou votre département correspond à ce qui est "exigible" sur le plan géologique pour enfouir des saletés pendant –allez, on se sait pas trop !- 10 000 ou 50 000 ans. Êtes-vous d'accord ?*" Bien entendu, vous avez la révolution dans les campagnes ! Tout le monde se mobilise. Personne ne veut de cette affaire. Cela s'appelle la "consultation". C'est noble -je l'ai pratiquée en direct-, on consulte, mais c'est sans issue.

Ou bien vous pratiquez à l'envers et vous dites aux élus : "*Voilà, c'est là. C'est comme ça et ce sera ratifié ensuite par le gouvernement.*" Et vous avez 10 000 ou 100 000 ans qui tombent sur la tête d'un seul homme, c'est-à-dire d'un élu, d'un maire qui n'y était ni psychologiquement, ni politiquement préparé et vous pouvez avoir des drames, comme à chatou.

J'ai beaucoup insisté là-dessus parce que, selon moi, le drame du nucléaire en France est que l'on n'a jamais eu vraiment recours au Parlement. Il n'y a jamais eu –en dehors du projet de loi déposé par le gouvernement qui s'achève en ce moment concernant la transparence nucléaire- de projet de loi

global sur le nucléaire. Il y a eu la loi Bataille sur l'enfouissement. Mais il n'y a eu que des débats sur le nucléaire proprement dit.

Le débat nucléaire en France au Parlement consiste à ce que tout le monde « fasse son numéro ». Le ministre de l'Environnement vient dire qu'il est très inquiet, le ministre de l'Industrie qu'il n'y a pas de danger et le ministre de la Recherche que c'est incontournable, que c'est l'avenir, même s'il faut faire attention. C'est, en gros, le résumé des trois discours. Il faut quand même dire de temps en temps la vérité. Vous n'avez surtout pas de vote et ce ne sont surtout pas les ministres écologistes qui le demandent car le vote serait aux sept huitièmes pro nucléaire et cela risquerait de fermer le débat. Il n'y a donc pas de vote. Or, un débat sans vote est un exercice de "rêve démocratique", mais absolument pas une sanction démocratique.

En revanche, si nous avons utilisé, depuis trente ou quarante ans de nucléaire, le Parlement comme on le fait dans tous les autres domaines de la République, l'élu local à qui l'on "offrirait" -si j'ose dire- un laboratoire d'enfouissement aurait l'impression d'être le relais par l'organe le plus légitime dans un pays démocratique, qui représente la parole nationale, c'est-à-dire le Parlement.

À partir du moment où cela n'est pas fait, vous êtes voué à l'échec. En effet, soit vous consultez les populations qui ne sont pas porteuses de l'intérêt général, mais d'un certain nombre de défense d'intérêts particuliers, soit vous consultez les élus qui sont porteurs d'intérêt général, mais qui n'ont jamais été porteurs de légitimité sur 100 000 ans de distance. Il faut donc un peu les aider. Selon moi, l'ensemble du débat démocratique nucléaire doit se situer là-dessus.

J'ai parlé de "*La digue de sable*" parce que, lors la dernière conférence de La Haye, les ONG avaient construit une digue de sable autour des bâtiments afin de bien montrer que les mesures gouvernementales étaient trop faibles. J'ai donc traité l'effet de serre ainsi, en disant que cela me paraissait –et tout le monde le pense- être le problème le plus important.

J'ai traité également les problèmes de risque et de précaution dans un chapitre que j'ai appelé –il faut bien un peu d'humour dans l'environnement, souvent il n'y en a pas assez- "*Vache folle, veau d'or et vache sacrée*".

A propos de la crise de la vache folle, il fallait parler à la fois de l'ultralibéralisme qui sacrifie la qualité, et les contrôles de qualité au veau d'or, dans un domaine sacralisé comme la nourriture de l'homme ... Le gouvernement a produit un rapport sur le principe de précaution : mais il nous font aujourd'hui porter honnêtement du coût de la précaution et décider, là aussi démocratiquement si on impose aux grands groupes de la supporter.

J'en viens maintenant, pour conclure, au développement durable.

Au départ, le concept de "développement durable" a été fabriqué par l'Union internationale de conservation de la nature, repris par Mme BRUNDTLAND. Il a éclairé le sommet de Rio, même si celui-ci n'a pas, dans ses textes fondateurs, parlé de développement durable. Il l'a évoqué, mais il n'en a pas parlé véritablement.

Aujourd'hui, nous sommes en train de préparer le sommet du développement durable à Johannesburg. Il s'agit d'ailleurs du premier sommet qui s'appellera ainsi puisque Rio s'appelait "Environnement et Développement" et "Rio + 5" ne s'appelait rien. De toute façon, comme cela a été rien, c'était assez réaliste !

Au niveau du développement durable, à quoi assistons-nous aujourd'hui ? J'ai une vision –certains le savent- assez sévère sur l'évolution du développement durable en France, comme dans beaucoup d'autres pays. Peut-être moins d'ailleurs dans certains pays.

Nous avons eu d'abord un mal fou à parler de ce concept en France et nous avons pris, après Rio, cinq ans de retard -je crois qu'il faut le dire clairement- pour des raisons politiques. En effet, au moment de l'après-Rio, c'était le changement politique en 1993. Je n'incrimine personne d'ailleurs, ni la gauche, ni la droite, mais il s'agissait d'un changement assez fort et tout le monde pensait un peu à autre chose. Ensuite, le hasard fait que, à chaque grand sommet d'environnement –et d'ailleurs si les sommets sont de cinq ans en cinq ans, cela va continuer ainsi !-, nous avons, en France, un grand

changement politique. En 1997, c'était "Rio + 5" ; mais vous vous souvenez qu'il s'est passé des choses en mai-juin 1997 !

La ministre de l'Environnement et le ministre des Affaires étrangères so allés à Rio+5, dans la délégation du Président de la République : les événements politiques étaient trop récents en France pour qu'il y ait une parole forte de notre pays pour des raisons évidentes. Les gens n'avaient pas eu le temps de bien préparer les dossiers, etc ...

Pour le sommet de Johannesburg, en août, malgré la préparation française qui est en cours en ce moment, ce sera la même chose : même si nous avons pas un nouveau président de la République – nous aurons de toute façon, un nouveau gouvernement : une seule chose est sûre, ce ne sera pas le même Premier ministre, dans tous les cas de figure. Or, si le quinquennat reste le quinquennat, ce qui est à mon avis prévu pour un certain nombre d'années, cela se reproduira. Les élections sont en juin et les sommets en juin, même s'ils passent en août à cause du 11 septembre mais, un jour, on oubliera la date du 11 septembre. Ce sera toujours ainsi en France.

Ces petites remarques, quand vous connaissez -comme certains dans la salle- le fonctionnement de l'État, ne sont pas du tout anodines. Vous avez en ce moment des préparations extrêmement fortes pour donner des informations et des lignes politiques à des dirigeants qui ne seront plus aux affaires internationales. Vous avez donc là un vrai problème démocratique et d'influence.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie que c'est la technocratie qui va faire le sommet de Johannesburg puisqu'il y a quelque chose qui reste dans ce pays, c'est la technocratie. Loin de moi l'idée de critiquer la technocratie pour qui j'ai une tendresse historique ! Mais, cela pose problème. Nous devons, par conséquent, trouver d'autres moyens de préparer les sommets et je pense que les citoyens, les organisations non gouvernementales ont un rôle immense à jouer.

Aujourd'hui, je déplore -je sais que je parle devant des ONG- le manque d'engagement des organisations non gouvernementales sur ces sujets. Je sais qu'elles sont présentes dans les différentes commissions de préparation, qu'elles participent à toutes sortes de sommets. J'ai lu et j'ai même signé l'une des déclarations : la déclaration des ONG. Je ne parle pas de celle sur le développement durable que vous avez lue dans "*le Monde*" parce que je la trouve convenue. J'ai signé celle des organisations non gouvernementales. Il faudrait beaucoup plus de mobilisation et d'élan pour un sommet, dont on nous dit qu'il sera décevant, mais il n'y a pas de sommet décevant avant que ce ne soit avéré. Or, il ne l'est pas encore et nous avons manifestement du chemin à faire pour ce sommet.

J'ai intitulé le chapitre : "*Le développement durable ne doit pas être l'opium du peuple.*" Aujourd'hui, le développement durable a trois piliers : le social, l'économique et l'environnemental. Or, je vois, au fur et à mesure beaucoup d'acteurs économiques et politiques se saisir du développement durable et je vois une dérive par rapport à l'environnement. Je pense, en effet, que beaucoup de gens n'ont pas vraiment compris ce que signifiait le mot "durable". Vous avez évidemment le fameux débat en France sur la traduction du mot *sustainable*. Mais, au-delà de cela, le développement durable n'est pas la croissance durable, il n'est pas la croissance raisonnée. Le développement durable est un concept extraordinairement difficile à mettre en œuvre. Il ne suffit pas de dire que telle ou telle action relève du développement durable pour faire un développement qui assure une certaine croissance -et je ne suis pas du tout adepte du Club de Rome, croyez-moi-, une vraie protection de l'environnement, de nos éléments naturels et, en même temps, le bien-être social.

C'est un problème vraiment important aujourd'hui et, si j'avais à rêver, j'adorerais que le Comité 21, un jour, nomme une sorte de Commission indépendante –ou que sais-je ?- et juge les politiques de développement. Ses adhérents s'honoreraient à accepter un tel jugement parce que cela veut dire qu'ils adhèreraient à un organisme véritablement libre. Je ne parle pas seulement, croyez-moi, pour les industriels, car certains essayent de pratiquer de vraies politiques, mais pour toutes sortes d'autres organismes, y compris l'État.

Je cite Marguerite Yourcenar : "*Il n'y a pas seulement pour l'humanité la menace de disparaître sur une planète morte. Il faut aussi que chaque homme, pour vivre humainement, ait l'air nécessaire, une surface viable, une éducation, un certain sens de son utilité. Il lui faut au moins une miette de dignité et quelques simples bonheurs.*" Je crois que c'est la vraie définition au niveau individuel du

développement durable et qu'il y a un humanisme dans le développement durable que l'on doit aujourd'hui beaucoup plus développer.

J'ai une deuxième observation par rapport à Johannesburg. Je suis persuadée qu'il faut se lancer dans ce que j'appelle un "écobilan du citoyen". Nous sommes, dans nos sociétés occidentales, dans une époque de plus en plus individualiste et cela va gagner les autres sociétés tout simplement parce qu'elles sont "contaminées" à travers le libéralisme. La meilleure éducation à l'environnement doit être de se demander comment l'on vit et quel est l'impact personnel sur tout ce qui est environnement, protection de l'environnement. Le développement durable commence par là. Je dresse dans le livre quelques pistes au niveau, en particulier, de tout ce qui est citoyen.

Troisièmement, il y a un domaine qui a été négligé, malgré les efforts remarquables de certains dans la salle et, en particulier, de l'ADEME, qui doit être multiplié et même décuplé. Il s'agit de tout ce qui est "intelligence verte". Nous avons aujourd'hui un considérable effort technologique à faire concernant les industries environnementales qui étaient finalement peut-être plus incitées par l'État il y a une dizaine d'années et là, selon moi, nous sommes totalement aveuglés par M. BUSH. Celui-ci ayant pris les positions environnementales que l'on sait, on a l'impression que l'Amérique ne fait pas d'environnement. C'est tout à fait faux. Les États-Unis ont des programmes de recherche considérables sur tout ce qui est technologies environnementales ou technologies vertes pour employer le mot en question. Ils vont arriver, un beau jour, avec des technologies ???????? avancées et prendre des marchés encore occupés par l'Europe et où la France est très bien placée.

Nous allons nous réveiller un peu tard et rester dans nos incantations : "*Mon dieu, Bush, quelle horreur, il n'a rien compris*". Il n'a effectivement pas compris ce qu'était la société politique mondiale ; tout le monde est d'accord. En revanche, il a très bien compris ce qu'était la prospective économique en matière de technologies propres. Si j'avais un conseil à donner un jour à un président de la République, je lui dirais de faire un grand plan sur les technologies vertes, car nous perdons là-dessus du terrain.

Enfin, pour terminer, il faut mettre en œuvre ce que je me permets d'appeler "la cosmopolitique", qui n'est pas exactement le mouvement citoyen sur la mondialisation. Dans les rassemblements comme Porto Alegre, etc., on s'aperçoit de deux choses :

– Le développement durable est un concept qui rassemble aujourd'hui, contrairement à il y a une dizaine d'années, beaucoup plus les pays du Nord que les pays du Sud, tout simplement parce que le concept a été un peu dévoyé et qu'aujourd'hui on décline plus développement durable et développement économique *stricto sensu* que le véritable développement durable avec l'équilibre des trois piliers. Donc, forcément, les pays riches ont trouvé ce concept tout à fait passionnant. Les pays du Sud parlent, et particulièrement les ONG des pays du Sud dans tout le mouvement citoyen, d'environnement et de protection de l'environnement pour une raison extrêmement claire et tactile : Ils voient peut-être plus vite que nous les effets de la destruction de l'environnement à travers l'eau, l'extension de la désertification, les phénomènes extrêmes comme les inondations, etc.

Nous avons donc aujourd'hui une réserve extraordinaire de mobilisation sur l'environnement dans les pays du Sud et les organisations non gouvernementales des pays du Sud. C'est la première observation.

– Il va bien falloir, un jour ou l'autre, faire ce que le Président MITTERRAND et Michel ROCARD appelaient "la Haute Autorité de l'environnement" à la conférence de La Haye sur l'effet de serre, et ce que l'on appelle aujourd'hui "l'Organisation mondiale de l'environnement".

Je ne sais pas si vous avez remarqué mais tous les candidats à la présidence de la République ont eu l'idée de l'Organisation mondiale de l'environnement ... Je vais rétablir la vérité sans esprit partisan. L'Organisation mondiale de l'environnement est une idée qui vient de la Haute Autorité, que l'on a essayé de défendre à Rio. On y a renoncé parce que les pays du Sud n'en voulaient pas. Aujourd'hui, les choses sont encore très difficiles, mais elles évoluent un peu.

C'est sous la présidence française, il y a deux ans, que l'idée a été promue à l'initiative du gouvernement et de Dominique VOYNET et reprise dans un consensus total par le président de la République qui dirigeait les délégations. C'est une idée française, une idée de la cohabitation, partagée

par les deux dirigeants aujourd'hui, les deux candidats qui, sauf accident, devraient figurer normalement au deuxième tour. C'est donc une idée sur laquelle il faut se battre parce que je suis effarée, triste de l'essoufflement total de l'ONU en matière environnementale. Je suis désolée de dire que ce n'est pas la Commission de développement durable de l'ONU qui va faire avancer l'environnement et le développement durable dans le monde aujourd'hui et que ce n'est pas non plus cette espèce de « forum de partenariats » ... On me dit que Johannesburg va être un forum de partenariats.

Je voudrais conclure là-dessus : La planète, pour être préservée, a besoin de la participation des citoyens, mais elle n'a pas besoin d'un forum de partenariats. Elle a besoin de mesures fortes et d'un consensus très difficile à obtenir. Un consensus ne passe que par l'argent, donné aux pays du Sud en l'occurrence ; donné ou créé à travers des richesses privées. Ce sont des choix différents. Quant à Johannesburg, nous n'avons plus de grande voix internationales pour mobiliser l'opinion ... Mais y en a-t-il sur l'environnement, maintenant que ne sont plus là les grands héros, comme Cousteau, que l'on décriait quand ils étaient vivants, mais qui manquent aujourd'hui ?

Nous avons besoin d'un sursaut avant Johannesburg. Cette idée de forum de partenariats est une idée sûrement extrêmement passionnante... On croit faire de la citoyenneté en parlant de forum de partenariats, mais je ne vois pas très bien ce que cela apportera aux avancées environnementales et en matière de développement durable.

La conclusion de tout cela est que nous devons, à mon sens, créer une sorte de G15 –surtout pas de G8- avec des pays du Sud assez forts en matière d'environnement. J'y crois assez, car je vois de plus en plus de grands dirigeants du Sud tout à fait impressionnés par les conséquences physiques dans leur pays de la désertification, des inondations ou du changement de climat.

Le fonctionnement meilleur de cette "machine ronde" passe évidemment par les chefs d'État, par une "conscientisation", comme on dit, des chefs d'État, des grands dirigeants de la planète. Il ne faut surtout pas les laisser s'endormir dans des incantations sur le développement durable –et je crois tout à fait au développement durable- parce qu'un jour, les phénomènes planétaires qui se passent en ce moment ne seront pas du tout endigués à 100 ans ou 200 ans de distance mais à beaucoup plus. Le temps de la réparation de la Terre est, en effet, infiniment plus long que le temps de sa destruction.

Je voudrais terminer en appelant tous ceux qui sont ici à avoir une réflexion politique au sens noble du terme sur Johannesburg. Les deux mois à venir en France seront extraordinairement compliqués sur le plan politique. Ou bien nous n'aurons pas de surprise, ou bien nous en aurons. Nous n'en savons rien. Les sondeurs nous disent très clairement qu'on n'en sait rien, ce qui est à la fois passionnant et un peu inquiétant. Une chose est sûre : Le sommet de Johannesburg sera soit le premier déplacement du nouveau président de la République, soit le premier déplacement du nouveau Premier ministre dont on ne sait pas s'il aura la même couleur que le président de la République.

Il est extrêmement clair que nous tous qui, au titre d'industriels, journalistes, État, scientifiques, Comité 21, que sais-je encore, avons un engagement dans le développement durable au vrai sens du terme, ne devons pas aller leur porter simplement des appels, des textes incantatoires ou des prières à une Gaïa –pardon, Madame MARTIN-FERRARI ; je ne parle pas de la tienne mais de l'autre ...- mythique mais de vraies propositions et, surtout, nous avons un rôle de médiateur politique à jouer pour que se réveille une conscience d'environnement importante.

Il y a une dizaine d'années, un livre est paru qui racontait une sorte de légende –c'était un "livre people", comme on dit. La conférence de Rio s'était tenue et cela avait très dur. Peu de chose s'était passé. Les peuples du Sud avaient eu peu d'argent et les peuples du Nord s'en étaient peu occupés. Puis, arrivait l'an 2000. La surcharge énergétique, à cause de l'immense fête de l'an 2000, était telle qu'une rupture d'électricité totale se produisait aux Etats-Unis. Se déclenchaient évidemment un certain nombre de phénomènes sociaux, des pillages, etc ... La conscience environnementale revenait alors très fortement. Tous les peuples se disaient qu'effectivement, rien n'avait été fait en 1992 et qu'il fallait faire quelque chose maintenant. (J'ai beaucoup pensé à ce roman en passant mon Noël 1999 à Matignon à cause de l'*Erika* et le jour de l'An à cause de la tempête). Donc, peu à peu, la conscience planétaire montait et, à travers des assemblées dans tous les continents, on élisait un président de la Terre chargé uniquement de ce type de problèmes.

Nous n'en sommes pas là et beaucoup de temps s'écoulera avant que nous élisions un président de la Terre. Mais la part d'utopie de ce roman doit être gardée dans nos esprits et, si j'avais un mot pour conclure, je dirais : "*Surtout, ne technocratisons pas le développement durable.*" Et c'est, à l'origine, une technocrate qui vous dit cela, peut-être un peu particulière, mais technocrate quand même. Le développement durable est un concept d'utopie et on doit garder cette perspective d'utopie. On ne doit pas simplement en faire une instrumentalisation d'une croissance qui, déguisée sous un manteau « durable », resterait la même, c'est-à-dire porteuse de trop d'inégalités donc de ruptures.

(*Applaudissements*)

Débat

M. François GOURDON : Merci beaucoup, Bettina, de nous avoir fait part de toutes tes réflexions sur le développement durable. Je crois que l'on pourrait t'écouter pendant des heures, ce serait toujours aussi intéressant.

Y a-t-il des questions ?

Mme Dominique MARTIN-FERRARI, *journaliste* : Après le constat, que nous sommes un certain nombre à partager, en ce qui concerne la préparation de Johannesburg et le problème de ces grands sommets, imaginons que vous représentiez la France à Johannesburg et que vous ayez droit à deux propositions, une pour le Nord/Sud, une pour la France, quelles seraient-elles ? (*Rires*)

M. François GOURDON : On passe à la deuxième question d'abord ? (*Rires*)

Mme Bettina LAVILLE : Ça, c'est un vrai politique !

M. Bruno REBELLE, *Greenpeace* : J'ai deux questions. La première porte sur la première partie de votre exposé concernant le fonctionnement de l'appareil d'État. Vous avez dit, à propos du nucléaire -je reprends à peu près vos termes- que les mécanismes de la démocratie n'étaient pas adaptés à ce type de décisions. Je retournerai la proposition en demandant si ce type de choix technologiques est compatible ou pas avec le type de démocratie que nous avons choisie et comment, sans entrer dans le détail, à ce moment-là, l'appareil d'État peut aborder ce type de questions.

En effet, notre conviction profonde est qu'effectivement il n'y a pas d'étanchéité entre des choix technologiques et des modèles d'organisation politique. Il nous semble que le choix nucléaire génère un type de société qui n'est pas celle dans laquelle, "réalistiquement", rationnellement ou "utopistiquement", nous souhaiterions vivre.

La deuxième question porte davantage sur Johannesburg. Vous avez lancé une petite pique à l'égard des ONG qui ne s'impliqueraient pas suffisamment dans la préparation de Johannesburg.

Je pense qu'il faut aussi avoir conscience du fait que les ONG sont passablement fatiguées de la longue litanie de sommets qui ne servent pas à grand-chose. Elles sont surtout, je crois, assez préoccupées, inquiètes, de voir les politiques, les gouvernements et les institutions intergouvernementales se désengager aujourd'hui et reporter vers ce que vous avez d'ailleurs bien pointé comme étant cette perspective de partenariats entre les industriels -et on ne sait trop qui d'ailleurs-, en confiant à ces acteurs économiques majeurs le soin de prendre à bras le corps la question du développement durable.

Or, la finalité de ces grandes entreprises est bien sûr de produire des biens et des services, mais aussi de faire du bénéfice et d'accumuler du capital, ce qui nous semble, notamment pour la partie d'accumulation de capital, assez fondamentalement opposé à l'idée de pérennité de la gestion des ressources.

Je pense qu'il y a là une vraie interrogation de notre part, acteurs citoyens, à l'égard des acteurs institutionnels et gouvernementaux en particulier, sur cette espèce de démission. Le Premier ministre candidat –moi, je n'ai pas de devoir de réserve-, Lionel Jospin, au "Dialogue pour la Terre" à Lyon, a fait un discours plutôt intéressant, mais qui mettait surtout en avant l'idée de partenariats, de contractualisation entre les entreprises, les pouvoirs publics et les ONG pour gérer des grands projets

en termes de développement durable sur l'énergie, l'eau. Avec un peu de pression, on a fait en sorte que la question des forêts soit aussi prise en compte.

Cela peut être intéressant si et seulement si l'acteur politique a tout son poids là-dedans. J'aurais donc voulu aussi vous entendre à ce sujet. Merci.

Mme Bettina LAVILLE : À la question de Dominique MARTIN-FERRARI, j'aurai deux directions.

La première serait de rendre cohérent le sommet de Monterrey et celui de Johannesburg. En effet, contrairement à ce qui a été dit par la presse, il s'est passé des choses à Monterrey. Pour la première fois depuis des années, l'Europe a dit qu'elle réaugmenterait l'aide et, pour la première fois tout court, les Etats-Unis ont dit qu'ils le feraient ...

(Intervention dans la salle.)

Si, si. Les Etats-Unis ont parlé de doubler leur aide. Ce n'est pas rien, si c'est fait.

Le problème de cet engagement est double. Premièrement, s'agit-il de crédits publics ou de crédits privés ? C'est tout le problème du partenariat aujourd'hui. Il faut donc demander, en l'occurrence au G8, aux pays du Nord, aux pays libéraux, de préciser leur pensée à ce sujet. Deuxièmement, les organisateurs de Johannesburg doivent préciser quelle est la part dédiée à l'environnement et au développement durable dans ces aides, comme on dit au Québec, "possiblement nouvelles". C'est la chose la plus importante.

En effet, si, à Johannesburg, on se sépare sans qu'il y ait de décisions financières, dix ans après Rio, ce sera pire que tout. Or, pour l'instant, l'agenda financier n'est pas à Johannesburg. L'agenda financier était à Monterrey. Les opinions les plus diverses existent au sujet de Monterrey, il n'empêche que des décisions financières ont été prises. En ce qui concerne le contrôle de ces engagements, c'est autre chose. En revanche, à Johannesburg, brusquement, on ne parle plus d'agenda financier.

Quelqu'un qui assistait à Monterrey et qui m'est proche me racontait que les financiers, les ministres des Finances, se sont séparés en disant : "*Quel dommage que nos remarquables décisions soient finalement un peu gâchées par ces espèces d'acteurs non sérieux que seront, à Johannesburg, les ministres de l'Environnement.*"

Il est évident que l'on ne fera avancer les politiques mondiales de développement durable qu'en mettant ensemble les financiers et les environnementaux et on ne le fait jamais ! À Bruxelles, on ne les met jamais ensemble. Un jour, un ministre de l'Environnement a demandé une réunion commune des ministres de l'Environnement et des ministres des Finances. C'est arrivé une seule fois. C'est bien entendu ce qu'il faut faire. Les ministres des Finances sont habitués à discuter de politique de développement sans discuter de développement durable et les ministres de l'Environnement parlent de politique de développement durable sans parler d'argent. Nous sommes face à un vrai problème.

Dans un pays, on est obligé de surmonter cela, car il y a l'entonnoir du budget de l'État. Donc, à un moment donné, il faut prendre des priorités, etc. Au niveau européen, on n'y est pas obligé parce que les budgets sont séparés. Ne parlons pas du niveau international ! C'est donc la première priorité que je donnerais.

La deuxième serait l'effet de serre, donc la forêt. Le problème forestier a été l'un des grands échecs de Rio. On a très longtemps hésité à faire une convention sur les forêts. Le Sommet de la forêt vient d'avoir lieu et, comme vous le savez, il n'a pas donné grand-chose.

Aujourd'hui, la convention effet de serre est mise sur les rails bien que, malheureusement, les décisions concrètes ne viennent pas. Mais nous en avons assez discuté au niveau international pour savoir que le principe de réalité fait que, pour l'instant, au niveau international, nous ne pouvons pas tellement aller plus loin. Nous devons continuer à être vigilants, mais nous ne pouvons pas aller au-delà.

En revanche, en matière forestière, il faut absolument que, en particulier, les Etats-Unis usent de leur sphère d'influence mondiale sur l'Amérique du Sud et surtout, après l'affaire d'Afghanistan, sur l'Asie pour qu'une politique forestière mondiale soit mise en œuvre.

À la question de M. REBELLE, je n'ai pas dit que les mécanismes de la démocratie étaient peu compatibles avec les problèmes d'urgence. J'ai parlé du temps de la démocratie, c'est tout à fait différent. Je n'ai pas parlé des mécanismes. Les mécanismes de la démocratie sont incontournables et il faut se les garder avec une passion toujours débordante, même lorsque les gens n'aiment plus la démocratie. C'est toujours au moment où les gens sont fatigués de la République et de la démocratie qu'il faut la défendre parce que c'est là que cela devient dangereux (*voir le dernier sondage paru*).

En l'occurrence, j'ai dit que le temps de l'État n'était pas toujours compatible avec celui de l'environnement et du développement durable. C'est ma première petite observation.

Deuxièmement, vous avez raison ; les choix technologiques sont mal endigués par la forme de notre démocratie à cause, encore une fois, du temps de la démocratie et parce que toutes les grandes décisions de recherche et en matière industrielle se font dans des sphères qui ne sont pas soumises au vote du peuple. Vous avez raison, mais je pense que c'est de moins en moins vrai. En particulier, ces dernières années, des conférences de citoyens ont eu lieu. Il y a une prise de conscience en France de plus en plus importante, même si elle est trop timide ...

C'est très différent en France et dans d'autres pays. En effet, dans d'autres pays, il existe une légitimité de la consultation pure. En France, vous n'avez pas de légitimité de la consultation sans sanction démocratique. C'est d'ailleurs la richesse de la pensée française et son efficacité dans ce sens-là. Donc, aujourd'hui, tous les choix étant complexes, on a beaucoup de mal à faire représenter par le peuple quelque chose qui n'aboutit pas sur une décision politique. C'est, à mon avis, là-dessus qu'il faut chercher des équilibres.

Vous avez parlé ensuite des affaires de partenariats ...

M. Bruno REBELLE : De la démission ...

Mme Bettina LAVILLE : Je ne suis pas du tout d'accord avec vous. Je dis dans le livre que je publie que les organisations non gouvernementales ont été prises au piège de ces sommets. Aujourd'hui, il faut assister à tout. Une organisation non gouvernementale se sent lésée, se sent mal à l'aise quand elle n'est pas présente à l'un des sommets.

Je pense personnellement que les organisations non gouvernementales devraient changer de braquet là-dessus. Il y a des compétences techniques remarquables dans les ONG et du travail de terrain. Elles devraient travailler sur des sujets très spécifiques et ne pas, vous avez raison, aller de sommet en sommet pour porter une parole qui, à force d'être globale, devient un peu vague. Elles devraient finalement poser la question que me pose Dominique Martin-Ferrari : "*Qu'est-ce qui aujourd'hui est l'essentiel ?*"

En ce moment, nous avons tous notre *mea culpa* à faire -je ne suis pas dans la repentance- par rapport aux suites de Rio :

– Les politiques avant tout, parce qu'ils n'ont pas donné d'argent. C'est la première chose importante qu'il faut souligner.

– Les ONG qui ont été un peu grisées par cette participation à la parole onusienne sans se rendre compte que la parole onusienne s'épuisait. Toutes les organisations non gouvernementales ont, de plus en plus, revendiqué une présence dans des organismes qui n'ont pas l'efficacité environnementale qu'on peut attendre. Ce que je dis est un peu iconoclaste, très impoli par rapport aux ONG que je révère évidemment, comme chacun, en en ayant créé pas mal. Je pense qu'il y a là un vrai problème.

Pour être claire, le temps de la signature des appels est fini. Sans allusion. Quand vous faites un appel, vous dites : "*J'accuse*". Vous le dites une fois et ça prend. En tout cas, cette fois-là, cela avait pris. C'est important. Mais, si vous faites appel sur appel, c'est incantation sur incantation, et c'est un peu ce que j'appelle "l'opium du peuple".

Aujourd'hui, le temps de l'action est arrivé. Pour les ONG, le temps de l'action est celui du questionnement. Je pense que les politiques ont un peu manipulé les organisations non gouvernementales en leur disant : "*Venez...*" J'ai été à des postes de responsabilité politique. Les ONG venaient me voir pour me dire qu'elles voulaient être présentes là et là, etc. Mais que nous apportaient-

elles concrètement comme propositions ? C'était parfois le cas. J'ai parfois soutenu des propositions d'ONG que je trouvais très intéressantes.

Mais où se passent la créativité dans les négociations, l'inventivité en matière de propositions, de ce qui devrait être le vrai domaine des organisations non gouvernementales, c'est-à-dire le lien entre **l'acceptable** sur le souhaitable pour le citoyen et le possible pour le politique ? C'est cela les ONG, en fait. Ce lien-là est à refaire en ce moment. C'est ma conviction.

M. François GOURDON : Une dernière question, si vous le souhaitez, monsieur le Ministre.

M. Layashi YAKER, *consultant international* : Merci beaucoup pour cet excellent exposé, je me permets de le dire, tant au niveau de l'état des lieux qu'à celui de la pertinence des propositions. C'est une voix du Sud que je prétends être. J'ai été frappé par votre prise en charge de la dimension Nord/Sud dans ce problème global du développement durable.

Mais, en amont de tout ce que vous avez suggéré, je pense qu'il faut essayer de produire des propositions pour une correction du déséquilibre Nord/Sud, pas simplement au niveau des revenus, de la répartition inéquitable de celui-ci, mais surtout, et avant tout, au niveau de la participation de ces pays du Sud à la gouvernance mondiale. L'inéquité est là.

Je suis presque sûr qu'on ne fera rien sur ce problème. Je me demande d'ailleurs pourquoi je le repose. Il s'agit du partage équitable du pouvoir de décision et de gestion des affaires mondiales. Il s'agit, plus que dans tout autre domaine, d'un problème planétaire, global.

Que proposez-vous pour que l'on s'engage véritablement à Johannesburg et au-delà ? En effet, tout cela dépend des gouvernements bien sûr, soutenus par leur opinion publique quand elle comprend l'importance et la gravité des enjeux. Nous sommes dans un monde de clubs privés qui gouvernent les grandes affaires les plus graves de la planète. Tant que l'on persévéra dans la marginalisation du système multilatéral mis en place après la Seconde Guerre mondiale, mais surtout à partir des années 60, dans cette marginalisation des Nations Unies...

Selon moi, les ressources financières ne devraient pas être discutées à Johannesburg ; il y a un organisme pour cela qui est représentatif de l'ensemble des gouvernements ; il s'agit de l'Assemblée générale des Nations Unies et là, on verrait comment s'organiserait le système qui intégrerait, effectivement, une Organisation mondiale pour l'environnement.

Ce n'est pas à une conférence sectorielle d'aller décider d'une question aussi importante concernant le système institutionnel et la façon dont il devrait fonctionner.

Je vous rappelle l'expérience de la CNUCED. Elle était censée à l'origine –j'ai participé un peu à sa création- discuter et prendre des décisions sur les problèmes du commerce et du développement. Il y avait le GATT que certains pensaient pouvoir supprimer à la faveur de la création de cette institution universelle.

Mais, lorsque vous parlez d'une Organisation mondiale pour l'environnement, s'agit-il d'une organisation du type FMI, Banque mondiale, plus tard OMC où ce partage du pouvoir de décision resterait aussi inéquitable ou bien voulez-vous une organisation véritablement représentative de l'ensemble des acteurs intéressés, gouvernementaux et non gouvernementaux, où ce concept de prise en compte de la dimension internationale de la démocratie serait à la base du fonctionnement de cette institution pour l'environnement ?

Je ne vais pas en dire davantage. J'étais à Rio l'un des organisateurs de la conférence en tant que secrétaire général adjoint de l'ONU à l'époque, et nous avons espéré une décision de cette nature. Mais rien n'est venu et je vous prie de me dire au moins ce que vous pensez de ce grand problème. Merci.

Mme Bettina LAVILLE : Je vous remercie, monsieur le Ministre. Brièvement, parce que je ne vais pas vous refaire en direct le système de l'ONU, d'une part, par modestie et, d'autre part, par manque de temps, je dirai trois choses.

Tout d'abord, je vais vous donner une réponse un peu brutale à la question : La Commission de développement durable a été mise auprès du Conseil économique et social et c'est une erreur. Il faut

changer cela. Il faut en faire un organe de l'assemblée générale. Au niveau du système onusien, cela me paraît essentiel.

Deuxièmement, il n'y a pas de politique de développement durable sans politique d'équité entre le Nord et le Sud. Cela rejoint quelque chose qui est en dehors du système de l'ONU, il s'agit de toute la réflexion sur le passage du G8 au G15. Cela me paraît important. Tant que nous n'aurons pas un système de gouvernance mondiale, avec à peu près équité entre le Nord et le Sud, il me paraît évident que nous aurons une non-acceptation par les pays du Sud de toutes les décisions environnementales. Il faut que cela aille vite, car c'est en train de changer. Les différents groupes des pays du Sud bougent en ce moment pour des raisons qui ne sont pas toujours forcément environnementales au sens pur du terme, mais peu importe, chaque groupe de pays a ses intérêts.

Troisièmement, à la question sur l'Organisation mondiale de l'environnement, comme nous sommes passés au niveau national, dans pas mal de pays, à des regroupements qui ont abouti à des ministères de l'Environnement, il faut passer par cette phase. Il y a toujours un débat. Met-on l'environnement partout de façon à faire du vrai développement durable ? Met-on l'environnement de façon identifiée, quitte à retomber dans l'écueil que je soulignais tout à l'heure, c'est-à-dire avec, d'un côté, le ministère des Finances et, de l'autre, le ministère de l'Environnement, et ce au niveau mondial ?

Nous en sommes arrivés à un tel point qu'il faut passer par une phase de regroupement de toutes les structures environnementales dans une structure seule pour qu'elle soit "à égalité", entre guillemets, avec des structures comme l'OMC, le CNUD, etc. En effet, le PNUE est un organisme faible. Nous le savons, nous n'y pouvons rien. C'est ainsi. De plus, les sujets d'environnement ont été très largement élargis à d'autres sujets que ceux que traitent exclusivement le PNUE.

Donc, il faut faire une vraie organisation. Beaucoup ne sont pas d'accord mais je pense qu'il faut en passer par là, au niveau de l'assemblée générale et du Conseil de sécurité ...

Il y a une quatrième proposition que vous ne faites pas, mais je pense qu'il faut élargir les problèmes du Conseil de sécurité aux problèmes d'environnement parce que c'est le vrai problème de sécurité. Il faut une organisation qui soit "concurrente", au sens noble du terme, des autres et non pas diluée dans les autres. Sinon, pour prendre un exemple récent, vous aurez des décisions parfois trop timides, tant s'en faut, de l'OMC. Or, aujourd'hui, vous avez encore des combats pour l'exception culturelle, mais vous avez de plus en plus de mal à en avoir pour l'exception environnementale.

(Applaudissements)

M. François GOURDON : Merci, Bettina. Je voulais compléter, avant de vous donner quelques dates, un propos que j'ai eu au départ. J'ai remercié de leur partenariat le MATE, l'Équipement, l'ADEME, la Coopération, mais je n'ai pas cité la DATAR. Je tiens donc à le rectifier.

Je vous donne deux grandes dates :

- Michel BARNIER viendra le mardi 21 mai ;
- Béragère QUINCY, ambassadeur itinérant pour l'environnement, viendra mercredi 19 juin.

Je souhaiterais que les administrateurs restent, car nous voulons préparer un Conseil d'administration pour le 21 ou le 22 mai et faire une assemblée générale mi-juin.

Au second semestre, nous organiserons des petits-déjeuners débats avec le président de Lafarge, Bertrand COLLOMB, Alain LIEBARD de la Fondation Énergies pour le monde, Yves LE BARS de l'ANDRA, Pierre GADONEIX, de Gaz de France. Nous aurons peut-être ensuite Pierre RADANNE puisqu'il vient, tous les douze à dix-huit mois, nous présenter l'évolution de l'ADEME.
